

# Une exploitation mal perçue

Un sondage sur la perception par les Luxembourgeois du tourisme sexuel portant sur les mineurs montre que l'écart est grand entre les intentions et la réalité du terrain.

Le tourisme sexuel portant sur les mineurs est principalement le fait de touristes occidentaux qui ne sont pour la grande majorité pas pédophiles mais qui se laissent tenter une fois sur place. Les Luxembourgeois interrogés savent bien que le phénomène touche aussi les résidents du pays.

De notre journaliste  
Audrey Somnard

Pour mesurer la sensibilisation de la population luxembourgeoise à la question du tourisme sexuel portant sur les mineurs, ECPAT (Éradication de la prostitution enfantine, de la pédopornographie et de la traite d'enfants à des fins sexuelles) a commandé auprès de l'institut TNS-Ilres une étude financée par le ministère de la Coopération. Elle a porté sur la connaissance par la personne interrogée de la no-

tion de tourisme sexuel, la position et les éventuelles réactions de celui-ci s'il s'y trouve confronté.

Le tourisme sexuel est une notion bien répandue, et dans les faits, 6 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été témoins de cas de tourisme sexuel au détriment des mineurs lors de leur séjour à l'étranger. En outre, 25 % des sondés ont affirmé avoir trouvé par hasard des images pédopornographiques sur

internet : «Ce sont des chiffres importants qui nous ont surpris lors des résultats de cette étude», indique Thomas Kauffmann, directeur d'ECPAT Luxembourg.

Le problème avec le tourisme sexuel, c'est que bien entendu il se pratique dans des pays pauvres où les autorités n'ont pas forcément les moyens d'agir. Des pays comme la Thaïlande, où le phénomène a pris une énorme ampleur, ont réagi pour lutter plus efficacement contre le tourisme sexuel et ainsi redorer leur image. D'autres destinations, comme Madagascar, auquel on n'associe pas encore le tourisme sexuel, même s'il y est bien présent, ont décidé pour le moment d'occulter le problème. Afin de ne pas faire de «publicité» pour les touristes intéressés par ce type de séjour... Reste qu'il est difficile d'agir quand on se trouve témoin d'un flagrant délit de prostitution de mineur.

## ➤ Un code du tourisme pour les professionnels

ECPAT préconise idéalement de prévenir les autorités locales, mais également son hôtel et son tour-opérateur. Ces derniers ont pour certains rejoint un réseau créé par l'ONG qui propose un code du tourisme. Les signataires s'engagent à lutter contre le tourisme sexuel. LuxairTours s'est par exemple engagé auprès d'ECPAT à sensibiliser sa clientèle. Les sondés estiment, pour 81 % d'entre eux, que les professionnels du tourisme doivent arrêter leurs contrats avec les hôtels qui tolèrent le tourisme sexuel impliquant des enfants. 65 % pensent qu'il faut signaler ces cas à la police, et 60 % qu'il faut mettre en place une procédure de signalement.

De louables intentions, qui ne se réalisent pas vraiment dans les faits. Ainsi, sur l'échantillon de personnes

qui ont été témoins de faits de tourisme sexuel sur leur lieu de vacances, 38 % auraient aimé faire quelque chose, mais n'ont pas su à qui ou comment le signaler. Pire, 29 % d'entre eux ont avoué n'avoir rien fait, car «cela ne les concerne pas». En ce qui concerne les réactions envisagées en cas de confrontation avec de tels faits, 26 % des personnes interrogées ne sauraient pas vers qui se tourner pour signaler un cas de tourisme sexuel. Entre les bonnes dispositions affichées et la réalité, l'écart est grand, puisque les interrogés sont 51 % à penser qu'ils le signaleraient à leur tour-opérateur et 40 % à la police. Seulement 1 % des interrogés qui n'ont jamais eu affaire à un cas de tourisme sexuel pensent qu'ils ne feront rien, ne se sentant pas concernés. «Il y a un décalage entre ce que les gens feraient et ce qu'ils font en réalité. Notre défi est de savoir pourquoi les gens ont ce type de réaction», estime Thomas Kauffmann.

Concernant la législation, Thomas Kauffmann n'a pu que remarquer que les personnes sondées connaissent assez mal celle qui régit la question au Luxembourg : «Le public n'a pas assez de connaissances en la matière, c'est sur quoi nous devons également travailler», indique le directeur d'ECPAT.

Enfin, si les pays du sud de l'Asie arrivent en tête des pays gangrenés par le tourisme sexuel, en particulier la Thaïlande, le continent africain est loin d'être épargné, et en particulier le Maghreb, peut-être plus facile d'accès depuis les pays occidentaux. «Malheureusement, le tourisme sexuel dérive du tourisme de masse dans ces pays. Il en est la face cachée dont certains pays paient le prix fort», conclut Thomas Kauffmann.

[www.ecpat.lu](http://www.ecpat.lu)



Photo : pierre maigé

L'ECPAT va, grâce à cette étude, pouvoir mieux cibler ses campagnes de prévention.